

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 11/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FM France

BP 392
57370 Phalsbourg

Références : IC-R/512/25-AL/SL
Code AIOT : 0005105407

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement FM France implanté Lieu-dit La Solle à bleuets Rue de Gournay 60490 Ressons-sur-Matz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France
- Lieu-dit La Solle à bleuets Rue de Gournay 60490 Ressons-sur-Matz
- Code AIOT : 0005105407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM France est spécialisée dans l'entreposage de produits de grande consommation, de matières combustibles et dangereuses dont notamment des générateurs d'aérosols. Les principaux clients présents sur l'implantation de RESSONS SUR MATZ sont :

- CARREFOUR,
- HENKEL (colles),
- L'OREAL (cosmétique), aérosols,
- Europa 2, Eole 2.

Le site est gardienné 24h/24, il fonctionne en 3*8 du lundi au dimanche. Environ 300 personnes sont présentes sur le site, en intégrant le personnel intérimaire.

L'établissement est classé sous le régime SEVESO Seuil Haut. Le risque principal est l'incendie.

Les activités sont autorisées et réglementées par arrêté préfectoral en date du 6 juillet 2009, et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2016.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- SGS
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	PC 8 : Bande incombustible en toiture	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe IV, point II, point 6	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC 1 : Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4	Sans objet
2	PC 2 : Situation administrative liquide inflammable	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article article I.1	Sans objet
3	PC 3 : Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 1 III.7 III	Sans objet
4	PC 4 : Interdiction de stocker des produits de	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	mentions danger H224 / H225		
5	PC 5 : Extinction Automatique Incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 1 VI.5 II	Sans objet
6	PC 6 : Stratégie de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 1 VI.1.II	Sans objet
7	PC 7 : Propagation	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 1 VI.2.III	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Sur la thématique "stockage des liquides inflammables", aucune non conformité n'a été relevée. Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant d'apporter des éléments permettant de justifier le caractère A2 s1 d1 des bandes de protection, situées sur la toiture de type bitumineuse.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Cellules LI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par</p>

des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Constats :

Les dispositions applicables à l'établissement sont celles de l'annexe IV, et concernant l'état des stocks les dispositions réglementaires renvoient vers l'annexe II, point 1.4.

Les installations du site sont autorisées pour les rubriques ICPE 4331.1 et 1436.1.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées sous format informatique.

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité par rapport à ce point de contrôle, le jour de l'inspection. Les constats détaillés sont indiqués en partie confidentielle du présent rapport.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC 2 : Situation administrative liquide inflammable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article article I.1

Thème(s) : Risques accidentels, Champ d'application

Prescription contrôlée :

I. - Relèvent du présent arrêté les stockages en récipients mobiles de liquides inflammables exploités :

1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites « rubriques liquides inflammables » ;

2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre d'une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites « liquides inflammables », dès lors que les quantités susceptibles

d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 dépassent 1 000 tonnes au total, ou 100 tonnes en contenants fusibles.

II. - Pour les installations relevant du I, relèvent également du présent arrêté les stockages de liquides et solides liquéfiables combustibles en récipients mobiles situés à proximité de liquides inflammables, quand ils répondent aux conditions de proximité définies dans l'article I-3.

III. - Pour les installations relevant du I, les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des stockages de liquides de mention de danger H224, H225 et H226, liquides de points éclair compris entre 60 et 93 °C et déchets liquides inflammables catégorisés HP3. Pour les liquides et solides liquéfiables combustibles relevant du II du présent article, les dispositions du présent arrêté sont applicables selon les modalités précisées dans les articles concernés.

IV. - Pour l'application du présent arrêté, une installation nouvelle est une installation dont le dépôt du dossier complet d'autorisation est réalisé après le 1er janvier 2021. Les autres installations sont considérées comme existantes. Les extensions ou modifications d'installations existantes définies ci-dessus régulièrement mises en services sont considérées comme installations nouvelles lorsqu'elles nécessitent le dépôt d'une nouvelle autorisation en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement au-delà du 1er janvier 2021.

L'ensemble des articles I-2 à VII-1 sont applicables aux installations nouvelles. Pour les installations existantes, les annexes I, II ou III ainsi que les IV et V définissent les prescriptions applicables en lieu et place des dispositions correspondantes des articles I-2 à VII-1.

V. - Pour les installations existantes relevant du point I.2 du présent article, l'exploitant se fait connaître du préfet et de l'inspection des installations classées au plus tard le 1er janvier 2022. A cet effet, il fournit une description des quantités de liquides inflammables susceptibles d'être présentes, des caractéristiques des installations ainsi qu'un bilan de conformité aux prescriptions du présent arrêté qui leur sont applicables.

Constats :

Le site est autorisé pour la rubrique 4331 (liquides inflammables) sous le régime de l'autorisation. Les récipients stockés sont sous la forme de récipients mobiles (bouteilles de parfum...).

Le site est ainsi soumis à l'arrêté ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables exploitées au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. La cellule B8A est considérée comme une installation existante.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : PC 3 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 1 III.7 III

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage des LI

Prescription contrôlée :

Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.

Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :

- 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m² ;
- 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;
- 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.

En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

- 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;
- 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum. La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,

- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :

- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;
- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.

- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté. [...]

Constats :

Le mode de stockage dans la cellule B8A est de type rack sur 4 hauteurs de stockage. Les liquides inflammables sont stockés sur les deux premiers niveaux de stockage.

La cellule est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie. Un système de sprinklage est installé sur les deux premiers niveaux de stockage et en toiture.

Le volume des récipients stockés est inférieur à 30 litres (bouteilles de parfum).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PC 4 : Interdiction de stocker des produits de mentions danger H224 / H225

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 9

Thème(s) : Risques accidentels, Récipients mobiles H224/H225

Prescription contrôlée :

[...]

Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023. Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.

Le stockage de liquides inflammables miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 230 L en stockage couvert. Cette disposition est applicable à compter du 1^{er} janvier 2026.

Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées. Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m³ dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

Constats :

Les dispositions applicables à l'établissement sont celles de l'annexe IV, et concernant les produits avec mentions de dangers H224/H225, les dispositions réglementaires renvoient vers l'annexe II, point 9.

Dans la cellule B8A sont stockés des produits présentant des mentions de danger H225 et H226. Sur la base de l'état des stocks de cette cellule, aucun contenant supérieur à 30 litres n'est stocké. Ce point a été vérifié lors de la visite de terrain. La typologie des produits stockés étant de la

parfumerie, la contenance va de quelques millilitres à 1 litre maximum.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PC 5 : Extinction Automatique Incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 1 VI.5 II

Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique (conception)

Prescription contrôlée :

[...]

II. - Un système d'extinction automatique d'incendie adapté aux produits stockés est mis en place dans chaque cellule de liquides inflammables.

Le choix du système d'extinction automatique d'incendie à implanter est explicité dans la stratégie incendie. Le système répond aux exigences fixées par les normes en vigueur. La stratégie incendie précise le référentiel professionnel retenu pour le choix et le dimensionnement du système d'extinction mis en place.

Avant la mise en service de l'installation, une attestation de conformité du système d'extinction mis en place aux exigences du référentiel professionnel retenu est établie. Cette attestation est accompagnée d'une description du système et des principaux éléments techniques concernant la surface de dimensionnement des zones de collecte, les réserves en eau, le cas échéant les réserves en émulseur, l'alimentation des pompes et l'estimation des débits d'alimentation en eau et, le cas échéant, en émulseur. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

Dans la cellule B8A est présent un sprinklage en toiture et à chaque niveau de palettier jusqu'à 5 m de haut. Il est sans émulseur puisque les produits stockés sont miscibles à l'eau.

Lors de la construction de la cellule B8A, le référentiel utilisé était le référentiel NFPA. L'exploitant n'a pas retrouvé d'attestation de mise en œuvre du sprinklage selon ce référentiel.

L'exploitant a présenté un courrier de la société FM Global du 27 février 2017. Ce courrier indique : "les dimensionnements des réseaux sprinkleurs en place dans les bâtiments B8 (a et b) du site de Ressons sur Matz ainsi que les capacités de la source d'eau associées prennent en compte les affectations dans ces bâtiments et sont adaptés aux risques (produits cosmétiques stockés dans les cellules 8a et 8b). L'ensemble de cette protection a été installé selon les règles techniques FM Global et est considéré comme adéquate et fiable".

Aucune modification n'a été apportée à ce système depuis sa mise en service.

L'exploitant indique également que FM Global audite régulièrement le site. Le dernier audit a été

fait le 6 octobre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : PC 6 : Stratégie de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 1 VI.1.II
Thème(s) : Risques accidentels, Stratégie de défense contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations et pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>Dans le cadre de cette stratégie, l'exploitant s'assure de la disponibilité des moyens nécessaires à l'extinction de scénarios de référence calculés au regard du plus défavorable de chacun des scénarios définis au point III ci-dessous, pris individuellement, et nécessitant les moyens les plus importants, que ce soit en eau, en émulseurs, en moyens humains ou moyens de mise en œuvre, de par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la nature et la quantité des liquides inflammables et liquides et solides liquéfiables combustibles stockés ; - la configuration des stockages (stockage en masse, en rack, etc.) ainsi que la surface associée susceptible d'être en feu (feu de nappe) ; - la surface, l'emplacement et l'encombrement en équipements de l'installation. <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a intégré dans le chapitre 11 de son Plan d'Organisation Interne (POI) la stratégie de lutte contre l'incendie de son site. Le POI a été mis à jour le 5 novembre 2025.</p> <p>Les scénarios de référence pris en compte sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage couvert ; - feu d'engin de transport de type camion. <p>Le scénario majorant retenu est un feu de récipient mobile de liquides inflammables en stockage couvert.</p> <p>La stratégie de défense incendie formalisée dans le POI est basée sur la présence d'une extinction automatique de lutte et reprend les cas où le sprinklage fonctionne et celui où il est mis en échec.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : PC 7 : Propagation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article Annexe 1 VI.2.III
Thème(s) : Risques accidentels, Propagation d'incendie

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. - Sans préjudice des dispositions prévues à l'article IV-5 du présent arrêté, l'exploitant s'assure qu'en cas d'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en cas d'usage de moyens fixes d'extinction pouvant être endommagés par l'incendie (y compris leurs supportages), leur mise en œuvre intervient dans un délai maximum de quinze minutes ; - une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction est sur place dans un délai maximum de trente minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, au regard de la sensibilité des enjeux potentiellement impactés autour du site tels que décrits dans l'étude de dangers et sous réserve : - que des moyens fixes assurent une protection efficace des structures et des murs séparatifs ou autres équipements en vue d'éviter la ruine du stockage couvert ou la propagation du sinistre ; - que la durée de l'incendie soit inférieure à la durée de tenue au feu des murs séparatifs ; - dans le cas d'une présence permanente sur site, telle que prévue à l'article IV-5 du présent arrêté, le délai mentionné dans l'alinéa précédent est réduit à quinze minutes. Le préfet peut porter par arrêté préfectoral ce délai à soixante minutes pour les stockages d'une capacité réelle inférieure à 1 500 mètres cubes, sous réserve : - que des moyens fixes assurent une protection efficace des structures et des murs séparatifs ou autres équipements en vue d'éviter la ruine du stockage couvert ou la propagation du sinistre ; - que la durée de l'incendie soit inférieure à la durée de tenue au feu des murs séparatifs ; - en l'absence de moyens fixes, le délai de mise en œuvre des moyens mobiles d'extinction est défini dans la stratégie de lutte contre l'incendie et la mise en œuvre des premiers moyens mobiles est effectuée dans un délai maximum de soixante minutes.
<p>Constats :</p> <p>L'incendie de la cellule de stockage de liquides inflammables a été traité dans l'étude de dangers d'avril 2025. Ce phénomène dangereux étudié n'a pas d'impact sur l'extérieur du site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : PC 8 : Bande incombustible en toiture

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe IV, point II, point 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque de propagation d'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none"> la toiture est recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2 s1 d1 ou comporte en surface une feuille métallique A2 s1 d1. Alternativement aux bandes de protection, des moyens fixe ou semi-fixe d'aspersion d'eau placés le long des parois séparatives peut assurer le refroidissement de la toiture des cellules adjacentes sous réserve de justification ; <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

Sur site, l'inspection a pu visualiser par sondage, la mise en place de ces bandes en toiture, sur une largeur de 5 mètres de part et d'autre des murs séparatifs coupe-feu.

Il a été constaté deux types de couverture en toiture :

- membrane PVC ;
- couvertures bitumineuses.

Les bandes mises en place au niveau de la toiture de type membrane PVC sont en bon état. L'exploitant a transmis la fiche technique de la membrane. Il est indiqué que cette membrane est appliquée comme couche de protection dans les revêtements d'étanchéité où la norme au feu A1 est requise.

Toutes les bandes ont été changées en 2024 sur la partie toiture membrane PVC.

Il a été constaté sur la partie bitumineuse que certaines parties de la bande de protection, la première feuille (type alu) est arrachée et met à découvert certaines parties de la bande. L'exploitant mentionne que ce sont des corneilles qui causent ces dégâts.

Des effaroucheurs ont été mis en place en toiture. L'exploitant indique que des arbres ont été élagués en 2021 (élagage bois entre le site et la SANEF) et en 2024 (en face du site), ce qui a permis de réduire la population de corneille. Il ajoute que des piègeurs venaient sur site jusqu'à la période du COVID.

L'exploitant mentionne qu'il est en cours de réflexion afin de trouver une solution de remplacement qui n'attirerait pas les corneilles. En effet, elle seraient attirées par la couleur de cette première feuille (type alu).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande de justificatif n°1 : il est demandé à l'exploitant de transmettre les éléments permettant de justifier que la première couche qui est enlevée par les corneilles, sur la toiture type bitumineuse, n'affecte pas le caractère de protection de la bande qui doit être A2 s1 d1, sous 30 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois